

Burundi : retraite gouvernementale sur l'évaluation des institutions nationales

@rib News, 30/09/2013 â€“ Source XinhuaLe gouvernement de la RÃ©publique du Burundi a entamÃ© ce lundi Ã Gitega au centre du pays une retraite gouvernementale de deux jours sur l'Ã©valuation de la politique et des institutions nationales conformÃ©ment Ã la mÃ©thode instaurÃ©e par la Banque mondiale pour accÃ©der aux crÃ©dits de l'IDA.Ã« Notre pari est que cette retraite qui vise notamment le renforcement des capacitÃ©s des hauts responsables en matiÃ©re de gestion politique et des institutions nationales, vous accorde l'opportunitÃ© de rÃ©flÃ©chir et d'Ã©changer sur les critÃ©res d'Ã©valuation ainsi que sur la note attribuÃ©e Ã chaque indicateur pour une plus grande comprÃ©hension, ce qui vous permettra sans nul doute de dÃ©cider des propositions concrÃ©tes, des stratÃ©gies appropriÃ©es et des recommandations Ã mettre en oeuvre Ã», s'est ainsi adressÃ© le chef de l'Ã‰tat Pierre Nkurunziza aux participants Ã la retraite lors de l'ouverture des travaux. Il leur a demandÃ© surtout de contribuer Ã l'amÃ©lioration de toutes les composantes du CPIA (Country Policy And Institutionnel Assessment- mÃ©thode d'Ã©valuation de la politique et des institutions nationales instaurÃ©e par la Banque mondiale pour pouvoir allouer ses ressources Ã un pays). Cette mÃ©thode Ã©value seize indicateurs rÃ©partis en quatre domaines Ã savoir la gestion Ã©conomique, les politiques structurelles, les politiques d'inclusion sociale et de promotion de l'Ã©quitÃ© et enfin la gestion du secteur public et des institutions. Il a rappelÃ© aux participants que pour Ã¢tre Ã©ligible aux prÃªts de l'IDA (BM), le score minimum exigÃ© aux pays de l'Afrique Sub-saharienne, dont le Burundi fait partie, est de 3,3 et que le Burundi a atteint 3,2 en juin 2013, occasion de les inviter Ã faire plus d'efforts pour dÃ©passer mÃame ce seuil exigÃ© de 3, 3.Ã« La vision et la dÃ©termination du gouvernement du Burundi est d'amÃ©liorer sensiblement tous les indicateurs du CPIA de sorte Ã amener la moyenne au-dessus du seuil de 3,3. Cela est d'autant plus possible qu'une nette amÃ©lioration du score observÃ© pour la composante politique d'inclusion sociale et d'Ã©quitÃ© oÃ¹ notre pays a la cote de 3,6 sur un total possible de 6. Ã», a soulignÃ© le prÃ©sident Pierre Nkurunziza. Il a regrettÃ© que le score CPIA Ã©volue trÃ©s lentement au Burundi et parmi les hypothÃ©ses de cette lenteur, il a citÃ© le manque de culture de publications des rÃ©alisations accomplies pour constituer une base de donnÃ©es et d'informations utiles Ã mettre Ã la disposition du public et des Ã©valuateurs dans diffÃ©rents domaines.Ã« Si tel est le cas, saisissons le taureau par les cornes, relevons sans faux fuyants nos tares et dÃ©cidons-nous Ã doubler d'efforts dans les rÃ©formes exigÃ©es. Nous n'avons pas droit Ã l'Ã©chec Ã», martelÃ© le chef de l'Ã‰tat burundais Pierre Nkurunziza.